
Troisième session, vingt-neuvième Législature

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi 53

Bill 53

Loi modifiant la Loi assurant la reprise
des services dans le secteur public

An Act to amend the Act to ensure re-
sumption of services in the public sector

Première lecture

First reading



M. COURNOYER

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
ROCH LEFEBVRE

Projet de loi 53

Loi modifiant la Loi assurant la reprise
des services dans le secteur public

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement
de l'Assemblée nationale du Québec,
décrète ce qui suit:

1. L'article 6 de la Loi assurant la
reprise des services dans le secteur public
(1972, chapitre *insérer ici le numéro de
chapitre du projet de loi 19*) est modifié en
retranchant, dans l'avant dernière et la
dernière lignes, les mots et chiffres « ou,
à défaut, jusqu'au 30 juin 1972 ».

2. L'article 10 de ladite loi est rem-
placé par le suivant:

« **10.** 1. Le ministre du travail et de
la main-d'œuvre s'assure que les négocia-
tions se poursuivent avec diligence et
bonne foi.

2. Lorsque le ministre estime que les
négociations ne pourront conduire à une
entente, il en avise par écrit le lieutenant-
gouverneur en conseil, les associations de
salariés et les employeurs.

3. Si le lieutenant-gouverneur en conseil
est d'avis qu'une entente ne pourra inter-
venir entre deux parties habilitées à négocier
et à agréer une convention collective,
il détermine par décret, après consultation
par le ministre de l'association de salariés
et de l'employeur intéressés, toutes ou
certaines des conditions de travail des
salariés.

4. Si le décret ne porte que sur certaines
conditions de travail, il doit prévoir le

Bill 53

An Act to amend the Act to ensure re-
sumption of services in the public sector

HER MAJESTY, with the advice and
consent of the National Assembly of
Québec, enacts as follows:

1. Section 6 of the Act to ensure re-
sumption of services in the public sector
(1972, chapter *insert here chapter number
of Bill 19*) is amended by striking out the
words and figures "or, failing it, until the
30th of June 1972" in the sixth and seventh
lines.

2. Section 10 of the said act is replaced
by the following:

"**10.** (1) The Minister of Labour and
Manpower shall make certain that the
negotiations are carried on diligently and
in good faith.

(2) When the Minister considers that
the negotiations cannot lead to an agree-
ment, he shall give notice of it in writing
to the Lieutenant-Governor in Council,
the associations of employees and the em-
ployers.

(3) If the Lieutenant-Governor in Coun-
cil is of opinion that an agreement cannot
be reached between the parties empowered
to negotiate and agree to a collective agree-
ment, he shall fix by decree, after consulta-
tion by the Minister with the association
of employees and the employer concerned,
all or some of the conditions of employ-
ment of the employees.

(4) If the decree deals only with certain
conditions of employment, it must provide

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet prévoit que le ministre du travail et de la main-d'oeuvre doit s'assurer que les négociations dans le secteur public se poursuivent avec diligence et bonne foi.

Lorsque le ministre estimera qu'aucune entente négociée n'interviendra, il en avisera le lieutenant-gouverneur en conseil, les employeurs et les associations de salariés. Si le gouvernement est d'avis qu'aucune entente négociée ne pourra intervenir entre deux parties, il déterminera par décret, après consultation par le ministre de l'association de salariés et de l'employeur intéressés, les conditions de travail des salariés. Si certaines conditions de travail ne sont pas déterminées par le décret, le mécanisme de leur règlement devra être prévu au décret.

Le décret devra contenir les clauses paraphées avant la cessation des négociations ainsi que les dernières offres faites avant le 27 juin 1972. Il tiendra lieu de convention collective entre les salariés et les employeurs.

Le gouvernement ne pourra procéder par décret avant le 3 août 1972.

EXPLANATORY NOTES

This bill provides that the Minister of Labour and Manpower must make certain that the negotiations in the public sector are carried on diligently and in good faith.

When the Minister considers that no negotiated agreement will be reached, he must give notice of it to the Lieutenant-Governor in Council, the employers and the associations of employees. If the Government is of opinion that a negotiated agreement cannot be reached between two parties, it will determine by decree, after consultation by the Minister with the association of employees and the employer concerned, the conditions of employment of the employees. If certain conditions of employment are not fixed by the decree, the means of settling them must be provided in the decree.

The decree must contain the clauses initialled before the negotiations have ceased, as well as the last offers made before the 27th of June 1972. It will be in lieu of a collective agreement between the employees and employers.

The Government may not proceed by decree before the 3rd of August 1972.

mécanisme de règlement de celles des conditions qui n'ont pas été déterminées par le décret.

5. Le décret doit contenir toutes les clauses paraphées par les parties avant la date de l'avis prévu au paragraphe 2 et respecter les dernières offres, propositions et conditions soumises aux associations de salariés par les employeurs avant le 27 juin 1972.

6. Le décret et les conditions de travail déterminées conformément au paragraphe 4 tiennent lieu de convention collective au sens du Code du travail entre les salariés et les employeurs.

7. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut ainsi procéder par décret à toute date qu'il juge appropriée mais non antérieure au 3 août 1972. »

3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

the means of settlement of those conditions not fixed by the decree.

(5) The decree must contain all the clauses initialled by the parties before the date of the notice provided for in subsection 2 and comply with the last offers, proposals and conditions submitted to the associations of employees by the employers before the 27th of June 1972.

(6) The decree and the conditions of employment fixed under subsection 4, shall be in lieu of a collective agreement within the meaning of the Labour Code between the employees and employers.

(7) The Lieutenant-Governor in Council may so proceed by decree on any date he deems proper but not before the 3rd of August 1972."

3. This act shall come into force on the day of its sanction.